



Politique de l'eau sous pression, France 2030 100% technologique, vente de Grignon, agrochimie et déontologie : où est la transition agroécologique ?

Quelles positions du service public INRAE ?

Le 30 septembre, un nouveau rassemblement contre la vente au privé et la bétonisation du domaine de Thiverval-Grignon s'est tenu à Paris, rue de Varenne, en face de la DGER¹ au ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Et c'est étonnamment rue de Varenne que s'est tenu le Conseil d'Administration de l'INRAE le 14 octobre.... La plaque à l'entrée indique le siège de la Fondation pour la recherche médicale. Mais de fait, c'est Prestige Sodexo qui semble gérer la partie du bâtiment où s'est tenu le conseil. Et ce **mélange des genres est entretenu par le prestataire privé sur son site web², via le nom étrange et quasi-trompeur de « maison de la recherche » : **confusion entre intérêts publics et privés**, dévoiement subtil du vocabulaire autour du bien commun, de l'excellence, etc... ce qui fait écho à des **dossiers d'actualité : politique de l'eau, cibles du plan « France 2030 » en matière de recherche en agriculture, alimentation et environnement, déontologie et agro-industrie, vente du domaine de Grignon...****

Depuis fin mai, le ministère de l'agriculture organise une **consultation portant sur les usages de l'eau dans le contexte pressant de l'adaptation au changement climatique³**. Il s'agit d'une tentative à **peine voilée de dépossession du ministère de la transition écologique**, qui était jusqu'alors le pilote officiel de la politique de l'eau.

La direction de l'INRAE, en participant aux journées de lancement de ce Varenne, donne de fait des gages à un dispositif qui ne remet guère en cause les pratiques les plus contestables des usages de l'eau en agriculture. Face aux problèmes croissants de la disponibilité en eau qui questionnent le maintien de certaines cultures « hydrophages » dans de nombreuses régions, nous constatons qu'en termes de cadrage des débats sur les options d'adaptation, la **création de nouvelles retenues collinaires semble validée sans réflexion vers la réorientation pour de nouvelles cultures moins gourmandes en eau**. Les politiques de l'eau issues des assises de l'eau et traduites dans les Projets de Territoires de Gestion de l'Eau (PTGE) - alors même que les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) sont toujours en cours d'élaboration - ne tiennent pas les promesses auxquelles certains de ses acteurs ont voulu laisser croire. **Aujourd'hui les terrassements de ces « mégabassines » ont commencé⁴** alors que sur ces territoires les engagements inscrits dans ces PTGE, portant sur des baisses d'usages des pesticides, sont loin d'être contractualisés, pour ne pas dire remis en cause⁵. FNE (France Nature Environnement) ne s'y était pas trompée en claquant la porte dès la réunion de lancement du processus en mai⁶.

¹ <https://grignon2000.fr/compte-rendu-de-la-manifestation-du-30-09-21-devant-la-dger-du-ministere-de-lagriculture/>

² <https://www.prestige-sodexo.com/collection/maison-de-la-recherche>

³ <https://agriculture.gouv.fr/video-le-lancement-du-varenne-agricole-de-leau-et-de-ladaptation-au-changement-climatique>

⁴ <https://twitter.com/lessoulevements/status/1451138739091251205>

⁵ <https://www.dsne.org/2021/09/08/1583-reserve-de-substitution-de-mauze-69-km-de-haies-241-000-m3-deau/>

⁶ <https://fne.asso.fr/communiqués/nous-ne-participerons-pas-au-varenne-de-leau-et-du-changement-climatique-et-voici> FNE a été rejointe en octobre par la Confédération paysanne, la Fédération nationale d'agriculture biologique, l'UFC-Que Choisir et le Réseau Action Climat qui ont dénoncé une parodie de consultation.

À la lecture du document interministériel préalable au Varenne, intitulé *Changement climatique, eau, agriculture*⁷, le rapport de force entre les deux ministères est flagrant : optimisme inconditionnel sur les *New Breeding Techniques* (malgré l'absence d'exemple convaincant lors de l'audition publique de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 mars⁸), défense d'une reprise en main de l'État sur les projets de « retenues structurantes multi-usages », extrême mansuétude envers les impacts des petits hydrauliques individuels, vision ultra « export » des vocations de l'agriculture française... Il y a une grande cohérence dans la posture du ministère de l'agriculture qui affleure de ces points de vue... et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle fleure bon le XX^e siècle. Il serait pourtant irresponsable et dangereux d'abandonner ce bien commun qu'est l'eau entre les seules mains de la FNSEA et de quelques organisations qui piétinent l'intérêt général.

Les scientifiques INRAE, par leurs recherches, leurs expertises et leurs médiations, sont évidemment sollicité-es, mobilisé-es, investi-es sur ces enjeux. Mais pour beaucoup d'entre nous, le malaise est palpable, tant l'incohérence institutionnelle est apparente alors même que l'addition des compétences eau de l'IRSTEA et de l'INRA au sein du nouvel institut INRAE nous oblige à une prise de position forte et courageuse du service public de recherche. Mais non, la maison brûle sans que la direction de l'INRAE intervienne !

Autre exemple : alors que nous apportons donc une forme de cautionnement scientifique à ce qui pourrait s'apparenter au final à une mascarade verte, l'institut communiquait récemment sur le déploiement d'une application permettant de signaler les assèchements de cours d'eau. En dépit d'un intérêt scientifique indéniable, une telle cartographie ne permettra probablement de constater que trop tard les dégâts de la poursuite de la politique agricole française, tramée en ce moment même rue de Varenne. **Ces dégâts - effets délétères sur la ressource en eau, effets collatéraux sur la biodiversité – doivent mériter plus qu'une instrumentalisation potentielle des sciences participatives. Il appartient à l'INRAE de mettre en évidence** ces dégradations et de les porter en amont des débats et arbitrages gouvernementaux, qu'il s'agisse du Varenne ou du plan d'investissement **France 2030**, dont les annonces par le président de la république le 12 octobre brillaient par un solutionnisme technologique effréné : « numérique, robotique, génétique » sans proposition pour une approche globale.

Adieu l'alliance de l'agronomie et de l'écologie, mobilisées avec la biodiversité pour la réussite d'une transition agroécologique annoncée hier comme inéluctable. La direction de l'INRAE encaisse et acquiesce⁹ l'impasse choisie par l'Elysée !

Ce triste horizon pour la France agricole, c'est pile-poile ce que SUD avait dénoncé lors de la sortie fin 2015 d'« #AgricultureInnovation2025 » [[lien vers le texte SUD de janvier 2016](#)] : un rapport glaçant

⁷ <https://agriculture.gouv.fr/telecharger/122908?token=eb6b683593ad2c57364eb4fb6e094bf959d278f6afd2c27b7c07620aaa7f4bcc>. Il n'est pas besoin de lire entre les lignes : les désaccords entre CGEDD et CGAAER font l'objet d'un développement de 5 pages (pp. 63-67)

⁸ http://videos.senat.fr/video.2173376_60513ee4f409f.audition-pleniere---new-breeding-techniques-nbt

⁹ <https://twitter.com/PhMauguin/status/1447860939429138436>

face à la crise agricole et à l'état d'urgence climatique ! SUD avait été critique vis-à-vis de la vision compartimentée de l'innovation agricole de ce rapport. Par exemple, le drone qui illustre la couverture met en avant l'augmentation technologique et l'automatisation de la surveillance des cultures et non pas la re-conception agronomique basée sur les régulations biologiques... La vision réductrice de la productivité basée sur l'augmentation des volumes et des chiffres d'affaires n'est pas remise en cause. Et pourtant cette vision qui place la défense de la compétition économique au-dessus des autres enjeux ne se confond pas avec l'intérêt général. Le **plan stratégique INRAE 2030** nous avait donné des espoirs **mais avec France 2030 la rechute est dramatique**. Vendredi 5 novembre, trois ministres et le PDG se sont déplacés sur le site de l'unité expérimentale INRAE de Gothenon, pionnière en agroécologie, dans la Drôme, où le projet de verger circulaire 0 pesticide a été salué par les ministres et l'ensemble des visiteurs. Et pourtant, les annonces liées à ce déplacement ont surtout confirmé que la stratégie « d'accélération en agriculture et alimentation » décidée par le gouvernement se ferait sans correction des déséquilibres entre domaines de recherche.



En haut lieu, les technologies nouvelles restent les principaux remèdes aux dégâts provoqués par les anciennes ! Le conservatisme du ministre Denormandie et sa vision dépassée du progrès agricole et environnemental se retrouvent aussi dans la décision scandaleuse de **vente du domaine de Grignon** qui sera bientôt bétonné, comme le plateau de **Saclay**, par un promoteur [[lien vers le texte intersyndical](#)]. Leur système du XXe siècle nous a conduits dans l'impasse alors les gouvernants décident de l'accélérer. Droit dans le mur et à grande vitesse !

Toujours au combat, les argumentaires de Sud-Recherche ne devraient pas surprendre. **Créé à l'INRA en octobre 2001, SUD fête ses vingt ans dans la recherche publique**. Nous avons fait preuve d'une certaine constance dans nos alertes et propositions et, hélas, les faits nous donnent aujourd'hui raison car notre constat sur les urgences climatiques, environnementales et sociales est désormais partagé.

En interpellant depuis un an le PDG de l'INRAE sur la **participation de la DG au colloque « Chimie et agriculture durable » le 10 novembre 2021**, nous sommes ainsi dans notre rôle. SUD a récemment saisi la nouvelle déléguée à la déontologie de l'INRAE à propos de la participation de l'institut à un colloque qui n'est autre pour nous qu'une opération de propagande du lobby de la chimie agricole. La réponse de la déléguée est instructive [[voir les échanges sur notre site](#)]. Deux lectures sont possibles : soit la fabrique du mensonge et les gardiens de la raison sont un mythe¹⁰⁻¹¹ et le positionnement présenté comme éclairé de la DG est irréprochable et devrait être enseigné comme un modèle du genre dans les mastères scientifiques, soit les marges de la déléguée à la déontologie de notre institut,

¹⁰ https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/09/30/quand-l-agrochimie-s-invite-a-la-fete-de-la-science-pour-parler-des-abeilles_6096629_3244.html

¹¹ <https://basta.media/Convention-citoyenne-pour-le-climat-Reseaux-sociaux-manipulations-astrourfing-comment-les-lobbys-industriels-avancent-masques-Livre-Les-gardiens-de-la-raison>

fraîchement nommée, sont encore faibles et visent à ne pas heurter de front les choix déjà entérinés de la DG. Souhaitons que ce nouvel épisode où se mêlent certains intérêts opaques bien loin d'une recherche scientifique au service des citoyens, permettent d'instituer à l'avenir une réelle culture de débat dans notre institut. Madame la Déléguée nous sommes prêt-es !!

Merci d'avoir lu jusqu'au bout ce long texte, mais l'actualité est dense et les motifs de nos luttes sans cesse renouvelés :

Avec celles et ceux qui refusent la résignation, faisons-nous entendre **dans la rue**, le **samedi 6 novembre**, lors de la **grande marche mondiale pour la justice climatique !**

<https://france.attac.org/se-mobiliser/justice-sociale-et-climatique/article/cop26-appel-a-mobilisation-le-6-novembre-pour-la-justice-climatique>

<https://solidaires.org/L-appel-de-Politis-pour-le-climat-Votre-inaction-est-un-crime>

